

Byres, T.J. (éd.), *Foreign Resources and Economic Development : A Symposium on the Report of the Pearson Commission*, Londres, Frank Cass, 1972, 199 p.

Thomas Allen Levy

Volume 4, Number 3, 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700342ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700342ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Levy, T. A. (1973). Review of [Byres, T.J. (éd.), *Foreign Resources and Economic Development : A Symposium on the Report of the Pearson Commission*, Londres, Frank Cass, 1972, 199 p.] *Études internationales*, 4(3), 381–382.
<https://doi.org/10.7202/700342ar>

choix marqué au plus haut point d'un jugement remarquable et sûr, et qui proviennent des *Cahiers du bolchévisme*, du *Bulletin communiste* et de *L'Humanité*, etc., aussi bien que de pamphlets, mémoires divers, du *Journal officiel* et d'autres sources. Ils sont cités selon une présentation thématique et chronologique de telle sorte que le lecteur possède un schéma des thèmes majeurs de l'histoire du PCF au cours de l'entre-deux-guerres; les auteurs nous offrent encore de brèves mais excellentes notes introductives avant chaque période et pour chaque thème important.

Ce qui révèle le mérite éminent de ce livre tient dans la fidélité à rendre compte du drame et de l'agonie du PCF au cours de décennies vingt et trente. Il y consigne les luttes internes et les débats, aussi bien que la rhétorique, la propagande et tous les idéaux des communistes français. Le contraste frappant qu'on observe entre la *mystique* du parti de Thorez dans les années trente et celle du parti de Georges Marchais en 1973 apparaît à l'observateur du monde politique français dans un éclairage que l'analyse d'un historien pourrait peut-être difficilement rendre. Voici un ouvrage remarquable à l'usage des professeurs qui recherchent depuis longtemps des documents de première main, et qui offre à leurs étudiants une introduction concise à l'un des plus intéressants partis communistes.

J. W. HELLMAN

Histoire,
Université McGill.

BYRES, T. J. (éd.), *Foreign Resources and Economic Development: A Symposium on the Report of the Pearson Commission*, Londres, Frank Cass, 1972, 199p.

Comme dit le titre, ce volume d'essais des universitaires anglais traite des aspects du Rapport Pearson qui a été préparé sous l'égide de la Banque mondiale. Spécialistes de l'économie de développement, les auteurs viennent des universités de Londres, Oxford et Chicago. Pour donner un contexte permettant l'évaluation des contributions individuelles, l'éditeur a fourni un résumé du Rapport Pearson. Comme le rapport

lui-même, ce livre traite des questions suivantes: le pourquoi de l'aide, les motivations des pays donateurs, l'impact de cette assistance, les institutions appropriées pour la donner et la recevoir et les alternatives de l'aide. En dépit du fait que les auteurs tiennent des vues différentes, la plupart critiquent le rapport surtout pour son manque de contexte politique, idéologique, institutionnel, etc.

À notre avis, le livre pourrait être mieux présenté. Par exemple, la contribution de Harry Johnson devrait être la première parce qu'elle donne une analyse valable du contexte politique dans lequel le rapport a été rédigé: les conflits entre des pays en voie de développement et les pays donateurs à l'occasion des deux conférences de l'UNCTAD. De plus, Johnson fait une allusion à la pensée changeante de la Banque mondiale, fait qui échappe aux auteurs précédents. Il souligne que, compte tenu des personnalités autres que Pearson qui composent la Commission, le travail se doit naturellement d'être un exercice de relations publiques, une consolidation des données actuelles et non pas des recherches nouvelles, et un produit des consultations seulement avec les fonctionnaires des gouvernements et des institutions internationales qui s'occupent de l'aide, et non pas de leurs critiques. Après avoir donné une brève analyse du rapport, il conclut qu'il représente la fin et non pas le recommencement d'une nouvelle ère de la coopération pratiquée par les gouvernements: « partenaires en développement ».

Étant donné cet article de Johnson, on peut discuter des autres auteurs plus brièvement. P. C. I. Ayre traite de l'avenir des investissements privés étrangers dans les pays sous-développés dans un article très intéressant qui nous rappelle le cas du Canada (et du Québec). Il examine le rôle des capitaux étrangers dans les secteurs primaires et secondaires et sa relation avec le marché des capitaux domestiques. En préparant son étude, il cite, entre autres, la thèse doctorale de Stephen Hymer et le Rapport Watkins sur le plan canadien. P. T. Bauer et B. S. Yamey, en appuyant sur les théories économiques classiques, démontrent qu'en réalité, l'aide n'était pas nécessaire et qu'elle ne reflète ni la logique ni l'expérience.

T. J. Byres écrit dans une perspective radicale. À son avis, l'aide n'est qu'une version plus mo-

derne du *white man's burden*. Il souligne que le Rapport Pearson ne considère en rien l'expérience des pays socialistes. Pour lui, la donnée la plus importante des relations entre pays développés et sous-développés est le néo-colonialisme dans lequel l'aide joue un rôle d'exploitation au même niveau que le commerce international et l'investissement privé étranger. Pour prouver sa thèse, il fait une analyse comparée entre l'Inde et la Chine populaire. Son collègue Keith Griffin présente un argument semblable. Il caractérise les États-Unis comme le plus grand pays donateur, la plus grande source d'investissements privés et le pays avec le plus grand nombre de soldats en dehors de ses frontières. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, fut le symbole de ce système impérialiste, étant précédemment secrétaire à la Défense et président de la compagnie Ford Motors. Michael Lipton accepte cette analyse de Byres, mais il se demande qu'est-ce qu'il arriverait aux pays sous-développés si l'on arrêta l'aide, mais ne touche pas les autres phénomènes d'exploitation. La dernière étude par Paul Streeten répète quelques thèmes soulevés par les auteurs précédents et ne mérite pas un examen.

Ceux qui n'ont pas une connaissance professionnelle de l'économie de développement trouveront ce volume difficile à lire. Mais s'ils s'appliquent soigneusement, ils profiteront beaucoup d'un ouvrage qui souligne, sous plusieurs perspectives, les complexités de l'aide étrangère dans les relations internationales contemporaines. Les seuls critiques à mentionner sont que les articles sont plus théoriques qu'empiriques, les auteurs sont d'origines moins diverses que les auteurs du Rapport Pearson et le livre manque d'une conclusion valable.

Thomas Allen LEVY

*Centre for Foreign Policy Studies,
Department of Political Science
Dalhousie University,
Halifax, Nova Scotia*

GADO, Otto, éd., *Reform of the Economic Mechanism in Hungary - Development 1968-71*, Akadémiai Kiado, Budapest, 1972, 313p.

Les auteurs présupposent une connaissance des principes de la réforme économique qui entra en vigueur en Hongrie le 1^{er} janvier 1968. C'était le sujet d'un livre édité par Istvan FRISS (*Reform of the Economic Mechanism in Hungary*, Akadémiai Kiado, 1969) auquel les douze études assemblées par Otto Gado font suite.

Depuis 1968, en Hongrie, le plan national ne détermine que les tâches du gouvernement et des organes centraux et ne contient que les décisions exécutoires par l'action ou la commande directe du gouvernement. Cet aspect central de la planification reste important mais ne figure pas entre les sujets traités dans ce volume.

Les décisions décentralisées sont prises dans le marché. En partie, elles sont régies par les forces spontanées du marché, c'est-à-dire par la concurrence, mais en plus grande partie, par les leviers économiques du gouvernement qui assurent l'accord des intérêts des entreprises avec les intérêts planifiés de l'économie nationale. Ces leviers font le sujet de ce volume. Chaque auteur est spécialiste, par expertise académique ou bureaucratique, d'un aspect de la politique économique : les prix, les salaires, l'allocation des bénéfices des entreprises, le crédit, le commerce extérieur, l'investissement, l'innovation technique.

La Hongrie est un petit pays que la nature a mal partagé. Elle doit alors rechercher tous les avantages possibles de la spécialisation internationale. Cependant ceux qui ont la responsabilité de préparer et d'effectuer un plan quelconque désirent naturellement le contrôle des facteurs susceptibles d'influer sur son succès, et penchent vers l'autarcie. Par ailleurs, le remplacement des articles d'importation leur paraît plus sûr que l'accroissement de l'exportation pour régler le bilan des paiements externes. Donc on a compris très bien en Hongrie, en 1968, que la réforme du commerce extérieur serait difficile à accomplir et à maintenir. En 1971, les résultats étaient encourageants. La restriction du crédit avait limité l'expansion du marché domestique et les entreprises avaient fait usage de leur liberté nouvelle pour l'exploration des marchés extérieurs. L'importation n'avait pas augmenté autant qu'on avait prévu. Les Hongrois désiraient les biens étrangers, mais les entreprises importatrices ne suivaient que timidement les courants du marché contre